

LA BALANCE

DEPUIS 1971

N° 181 / Octobre 2015 / 3€20

DOSSIER :

Banques et climat,
notre argent est-il vert ?

TÉMOIGNAGES

La France
des Grands Projets
Imposés et Inutiles...

CARNET DE CAMPAGNES

Nos victoires
nous renforcent !





Nouvelle dynamique pour les Amis de la Terre France !

La Baleine, le journal édité par les Amis de la Terre France depuis 1971 entame une nouvelle jeunesse. Nous saluons le travail de Caroline Prak, notre chargée de communication durant 9 ans qui rejoint nos amis d'Oxfam France. Elle continue de nous suivre avec tout l'engagement qu'elle a déployé pour porter haut nos valeurs.

C'est au tour de l'enthousiaste Pierre Sagot de reprendre la communication de notre association. Nouveau rédacteur en chef du journal, il donne un nouveau souffle à nos actions et nos idées. Nous avons essayé de rendre la maquette plus actuelle, plus aérée et toujours aussi pointue dans l'expertise. Nous espérons que votre plaisir à lire cette Baleine en sera encore plus grand.

Ensuite, c'est à Bure que l'évolution de notre organisation a pu se concrétiser. Après deux ans de débats internes et externes, nous avons pu aboutir à des modifications importantes de nos statuts afin de permettre une implication de tous et nous ouvrir à de nouveaux militants et de nouvelles formes d'engagement.

Ce renouveau intervient durant une année importante dans l'histoire de notre association : une année de changements, une année de mobilisation. Tout le monde le sait maintenant, la conférence de l'ONU sur le climat se tiendra à Paris en décembre 2015. Les enjeux sont énormes, il s'agit du climat. Mais au-delà, ce sont les conditions de vie sur Terre qui sont en jeu. Les Amis de la Terre du monde entier vont se déplacer massivement à Paris pour faire valoir nos revendications et notre vision d'une société plus juste où l'humain et l'environnement vivent en harmonie. Pour défendre la justice

climatique, soutenons les communautés affectées ! Ce lien indiscutable entre l'environnement et le social doit maintenant devenir l'évidence. Les impacts du système capitaliste actuel et de la société de surconsommation qui en découle sont plus que jamais inacceptables et impactent de manière irréversible notre planète et les populations.

Le changement radical de nos modes de production et de consommation doit se mettre en place dès maintenant. Les Amis de la Terre doivent porter haut et fort leur vision des sociétés soutenables et participer à la construction des alternatives. L'extractivisme, symbole de ces dérives, constitue le nœud central du problème et fait l'objet du dossier traité dans cette Baleine. Nous savons aujourd'hui comment faire autrement et résoudre cette crise. Il nous appartient de faire basculer le rapport de forces et d'obtenir les changements nécessaires à la transformation de la société. L'accord qui sera décidé à Paris en décembre ne sera pas à la hauteur des enjeux, c'est une certitude. Mais Paris doit être le début d'une mobilisation radicale et massive. La mise en évidence des alternatives existantes doit permettre de démontrer qu'un autre monde existe et qu'il est dans celui-ci. Il s'agit à présent de les impulser, de les multiplier et de les renforcer afin qu'elles deviennent... la norme.

Bonne lecture, je suis pour ma part très heureux de participer avec vous à cette aventure. Nous avons besoin de vous pour gagner cette bataille, alors impliquez-vous, relayez l'information, faites-nous vos retours sur cette nouvelle Baleine et proposez-nous des améliorations pour cet outil en évolution permanente !

FLORENT COMPAIN

Président des Amis de la Terre France

SOMMAIRE

Le Courrier de la Baleine n°181
« Se ranger du côté des baleines n'est pas une position aussi légère qu'il peut le sembler de prime abord ».

Octobre 2015 n° CPPAP :
0317 G86222 - ISSN 1969 - 9212
Dans ce numéro, les adhérents des Amis de la Terre France trouveront l'appel à don « Multinationales, bientôt la fin de l'impunité ? ».

Directeur de la publication :

Florent Compain

Rédacteur en chef et directeur artistique :

Pierre Sagot

Rédacteurs (hors dossier) :

Sylvain Angerand, Véronique Castric, Florent Compain, Irène Estevens, Claude Kaiser, Marc Mossalgue, Maeva Morin, Dominique Pagès, Malika Peyraut, Lucie Pinson, Céline Provost, Pierre Sagot, Julien Wegner.

Rédacteurs (dossier) :

Soumya Dutta, Bharat Jan Vigyan Jatha, India Climate Justice Platform, Nicolas Haeringer de 350, Yann Louvel, Lucie Pinson, Patrick Viveret président du Mouvement Sol.

Communication, relations presse :

Pierre Sagot, communication@amisdelaterre.org
09 72 43 92 65

Graphisme et maquette :

Aurélien Duvilliez, dovilliez@gmx.com

Impression :

Sur papier recyclé Offset igloo xxg/m2
avec encres végétales : STIPA .

Crédits photos :

Couverture :

Nael Al-Yafi <http://nael-alyafi.ultra-book.com/>

P6 : xx

P7 : Alexandre Devos

P8 : xx

P9 : Nael Al-Yafi <http://nael-alyafi.ultra-book.com/>

P10 : Zelena Akcija, Friends of the Earth Croatia

P11 : Antoine xx

P12 : xx

P13 : xx / xx

P16 : Théophile Navet <http://www.theophilenavet.com/>

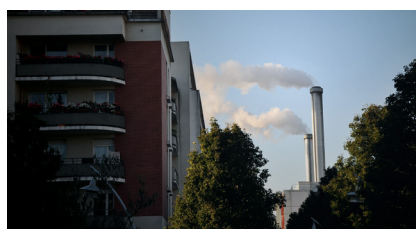
P17 : Antoine xx / xx

P18 : Energie Partagée

P19 : xx

P20 : Friends of the Earth International

Les Amis de la Terre France
Mundo-M, 47 avenue Pasteur
93100 Montreuil
france@amisdelaterre.org
01 48 51 32 22
www.amisdelaterre.org



4 L'ACTU DU TRIMESTRE

Accueillir et accompagner les militants aux Amis de la Terre, deux priorités !

6 DU CÔTÉ DES GROUPES LOCAUX

La France des grands projets Inutiles Imposés : témoignages en région.

9 DOSSIER

Banque et climat, notre argent est-il vert ?

14 EN DIRECT DE NOS CAMPAGNES

Dénonçons les menteurs et soyons acteurs de la transition !

18 MARCHONS SUR NOS DEUX PIEDS

Zoom sur une initiative remarquable : « épargnons le climat »

19 INTERNATIONAL

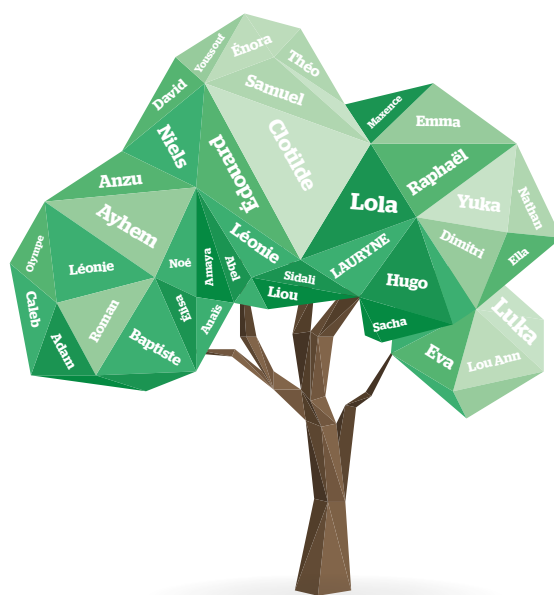
Le 11 et 12 décembre, mobilisons-nous ensemble pour montrer que nous avons le pouvoir !

L'ACTU 3 TRIMESTRE

« Accueillir et accompagner », deux priorités pour le développement de notre fédération.

Le 19 et 20 septembre 2015, une dizaine d'adhérents et de membres du secrétariat des Amis de la Terre se sont retrouvés à Montreuil pour le premier week-end du groupe « développement de la fédération ».

L'objectif du we était de valider ensemble les outils et méthodes qui facilitent l'accueil et l'accompagnement de nouveaux adhérents.



Ce fut donc l'occasion de présenter le projet européen « École de la Durabilité » coordonné par les Amis de la Terre Europe et suivi dans 16 pays.

Né en Amérique latine, ce projet permet de sensibiliser et rendre actif des personnes peu politisées et peu mobilisées jusqu'alors. En s'appuyant sur des méthodes d'éducation populaire et en partageant leurs expériences de campagnes réussies, des groupes locaux ont organisé plusieurs dizaines d'ateliers en milieu rural et dans des quartiers défavorisés urbains.

Dans cet esprit, les Amis de la Terre France ont déjà mis en place un appui spécifique à deux groupes locaux, Nord et Rhône, pour réfléchir à de nouvelles formes de mobilisation et se former à l'élaboration de stratégies de campagne efficaces permettant de donner l'envie à d'autres personnes de rejoindre le groupe.

Lors de ce week-end, nous nous sommes également concentrés sur les outils facilitants l'accueil de nouveaux adhérents : listes d'échanges renouvelées pour transmettre toute l'information sur nos

campagnes, partager nos dates et nos succès ; livret d'accueil pour asseoir nos valeurs et présenter toutes les possibilités d'actions à nos côtés ; bulletins d'adhésion simplifiés ; tels sont les outils prioritaires à finaliser.

Une dynamique incontournable pour séduire et fidéliser les personnes qui ne manqueront pas de nous rejoindre lors de nos mobilisations pour la COP 21 !

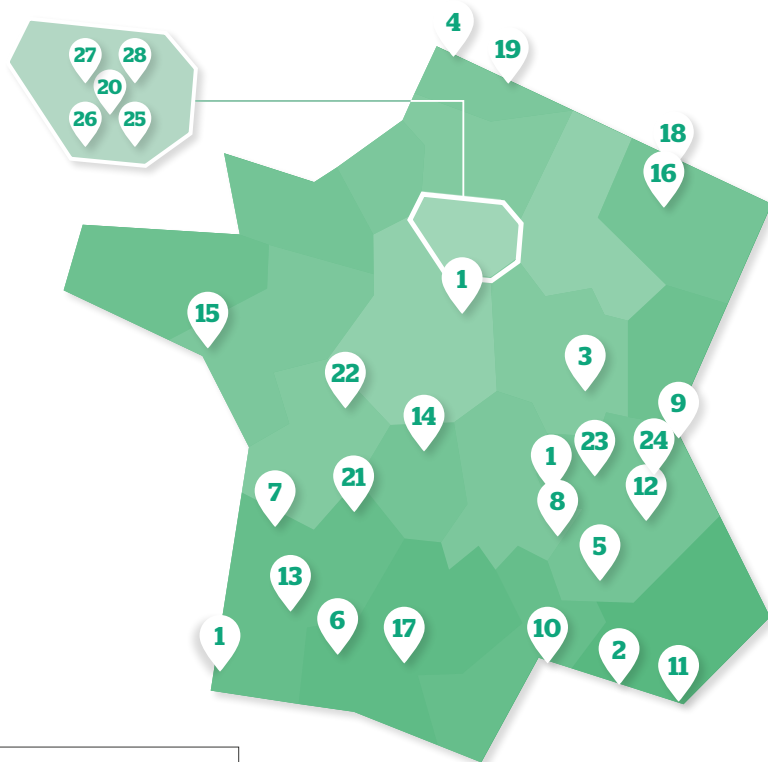
Sylvain Angerand et Pierre Sagot.

Des **GROUPES LOCAUX** au plus **PRÈS** de **CHEZ-VOUS!**

Découvrez la carte de nos groupes locaux !
N'hésitez pas à les contacter pour découvrir et rejoindre leurs activités.

Si vous souhaitez monter un groupe local « des Amis de la Terre » près de chez vous, faites-nous part de votre projet à france@amisdelaterre.org.

Nous vous aiderons à vous lancer !



GROUPES LOCAUX

1 GROUPE ASSOCIÉ BIZI!

22 rue des cordeliers 64100 Bayonne
info@bizimugi.eu ou j.palais@yahoo.fr

2 AMIS DE LA TERRE BOUCHE DU RHÔNE

28 Cours Joseph Thierry 13001 Marseille
bouchesdurhone@amisdelaterre.org
ou veronique.sinou@gmail.com

3 AMIS DE LA TERRE CÔTE D'OR

17 rue Louise Michel 21000 Dijon
contact@dijon-ecolo.fr

4 AMIS DE LA TERRE DUNKERQUE

106 avenue du Casino
59941 Dunkerque Cedex 2
fournierni@voila.fr

5 AMIS DE LA TERRE DRÔME

12 rue Roch Grivel
26400 Crest
drome@amisdelaterre.org
ou yann.louvel@amisdelaterre.org

6 AMIS DE LA TERRE GERS

30 rue Jules Ferry 32000 Auch
amisdelaterre.gers@gmail.com

7 AMIS DE LA TERRE GIRONDE

MNE Bordeaux Aquitaine 3 rue de Tausia
33800 Bordeaux
aurelie.schild@gmail.com
gironde@amisdelaterre.org

8 AMIS DE LA TERRE HAUTE-LOIRE

Maison des Bretchs
43400 Le Chambon-sur-Lignon
hauteloire@amisdelaterre.org ou fmalaval@hotmail.fr

9 AMIS DE LA TERRE HAUTE-SAVOIE

Maison des associations 23 allée des harmonies
74960 Cran Gevrier
contact@amisdelaterre74.org

10 AMIS DE LA TERRE HÉRAULT

186 Chemin des Fesquets - 34820 Assas
AT34@orange.fr

11 AMIS DE LA TERRE HYÈRES

23 avenue des Anciens Combattants AFN BP 522
83409 Hyères Cedex
athyeres@sfr.fr

12 AMIS DE LA TERRE ISÈRE

5 Place Bir Hakeim 38000 Grenoble
atisere@gmail.com ou isere@amisdelaterre.org

13 AMIS DE LA TERRE LANDES

24 boulevard Candau 40000 Mont de Marsan
catherine.letaconoux@orange.fr ou landes@amisdelaterre.org

14 AMIS DE LA TERRE LIMOUSIN

Maison des droits de l'homme
37, rue Frédéric Mistral 87100 Limoges
martine.laplante87@gmail.com

15 AMIS DE LA TERRE LOIRE-ATLANTIQUE

14 passage de la ville en briques 44100 Nantes
pathy44.amt@gmail.com

16 AMIS DE LA TERRE MEURTHE ET MOSELLE

7, rue Paul Keller 54200 Toul
digital154@hotmail.com

17 AMIS DE LA TERRE MIDI-PYRÉNÉES

36 rue Bernard Mulé 31400 Toulouse
midipyrenees@amisdelaterre.org - michel.daran@laposte.net

18 AMIS DE LA TERRE MOSELLE

1 rue du Champé La Chouée 57000 Metz
resistanceterre@gmail.com

19 AMIS DE LA TERRE NORD

Maison régionale de l'environnement et des solidarités 23 Rue Gosselet 59000 Lille
nord@amisdelaterre.org
christopher.lienard@gmail.com

20 AMIS DE LA TERRE PARIS

212 rue du faubourg saint martin
75010 Paris
paris@amisdelaterre.org

21 AMIS DE LA TERRE PÉRIGORD

Maison des Associations Cours Fénélon
24000 Périgueux
perigord@amisdelaterre.org

22 AMIS DE LA TERRE POITOU

LE FOUGEROUX
79160 FENIOUX
poitou@amisdelaterre.org
tom.ploquin@free.fr

23 AMIS DE LA TERRE RHÔNE

Maison Rhodanienne de l'Environnement
32 rue Sainte Hélène 69002 LYON
amisdelaterre.rhone@gmail.com

24 AMIS DE LA TERRE SAVOIE

31bis, rue Jacotot
73100 Aix-les-bains
amisdelaterre73@yahoo.fr

25 AMIS DE LA TERRE SEINE ET MARNE

30 RUE DU MARECHAL JOFFRE
77170 BRIE COMTE ROBERT
seineetmarne@amisdelaterre.org
gerard.eripret@wanadoo.fr

26 AMIS DE LA TERRE VAL DE BIÈVRE

36 rue Jean Rostand 91300 Massy
ATVB@wanadoo.fr

27 AMIS DE LA TERRE VAL D'OISE

1 bis rue Morisset 95170 Deuil la Barre
th.avra@sfr.fr

28 AMIS DE LA TERRE VAL D'YSIEUX

5 rue de la Source 95470 Fosses
amisdelaterre-val-ysieux@sfr.fr

DU CÔTÉ DES GROUPES LOCAUX



Sur nos territoires, nombreux-ses sont les militant-es qui organisent le rapport de force face à de grands projets inutiles et imposés. Courageux-ses, déterminé-e-s, soutenu-es, ils/elles nous racontent leurs luttes et leurs espoirs. Nous avons sélectionné trois témoignages de celles et ceux qui refusent de subir l'inaction !

20 ans de lutte pour **Claude Kaiser** face au Projet **d'enfouissement des déchets CIGEO** à **Bure**.

Contact : 06 22 05 09 24



LADLT : Pouvez-vous vous présenter ?

Bonjour, je m'appelle Claude Kaiser et j'habite à quelques km du laboratoire souterrain de recherche sur la gestion des déchets radioactifs de Bure. Ancien maire de mon village, riverain, je suis farouchement opposé au projet et un militant actif d'une lutte longue de plus de 20 ans.

LADLT : Quand et comment le projet est-il né ?

Ce projet est né dans les années 80. A cette époque, les industriels du nucléaire cherchaient déjà le moyen de se débarrasser des déchets radioactifs. L'enfouissement en couche géologique profonde fut privilégié. Mais partout où ils ont voulu creuser, ils se sont confrontés aux résistances locales des élus et des populations si bien qu'un « moratoire » fut décrété par le gouvernement. Au début des années 90 une nouvelle stratégie fut déployée, huilée pour rassurer. Il n'était plus question d'enterrer les déchets directement mais de construire un laboratoire d'études sur

le stockage géologique. De plus, un accompagnement financier a de suite été proposé. Mais de l'étude à la mise en œuvre, n'y a-t-il pas qu'un pas ? Toute la mécanique pour faire aboutir le projet était en marche ici à Bure. En 1998, la construction du laboratoire eut le feu vert. Depuis 15 ans, la pression citoyenne, à grand renfort de manifestations et de contre expertises a permis de ralentir le projet. Ce ne sera qu'en 2017 que le parlement se prononcera pour construire ou non les galeries.

LADLT : Comment le projet vous affecte-t-il ?

Ce projet affecte tous ceux qui se soucient de la planète... Bien sûr, les populations locales sont touchées puisque l'on voit nos territoires progressivement se transformer. Des routes sont creusées, des zones sont déforestées, des paysans sont expropriés. La filière nucléaire s'implante, les sous-traitants s'installent. Ce n'est pas de ce type de développement territorial dont nous avons envie !

LADLT : Pourquoi ce projet vous apparaît-il comme une « fausse bonne idée » ?

Pour moi, c'est une « monstruosité » morale. Déjà, on nous a imposé le nucléaire. Aujourd'hui, le problème des déchets va occuper la communauté humaine pour des décennies ! L'enfouissement des déchets aujourd'hui nous prive de l'espoir que les générations futures trouvent une véritable solution pour nous en protéger différemment. Et puis, on nous assure la construction d'un coffre fort géologique, à la pointe de la technologie... La même promesse avait été faite à WIPP aux Etats-Unis. Aujourd'hui, suite à un incendie, le site de 41km² est contaminé. Et contrairement à WIPP où il s'agit majoritairement de déchets peu radioactifs, le projet sur Bure est d'une autre échelle. Pharaonique et dangereux, nous serions la 3ème zone la plus nucléarisée du monde !

LADLT : Ce projet est-il cohérent avec la nécessité de lutter contre les changements climatiques et engager une véritable transition écologique ? Avez-vous connaissance d'alternatives à ce projet ? Pour garantir un avenir respectueux de l'homme et de l'environnement, quel serait votre souhait ?

Pourquoi s'acharne-t-on à conserver cette énergie d'un autre âge ? Dangereux, ruineux, « énergivore » en ressources naturelles (uranium), producteur de

déchets, le nucléaire est aussi un mode de production énergétique centralisé, géré par une industrie lourde. Les énergies renouvelables peuvent, elles, s'imaginer en petites productions locales aux mains des citoyens ; c'est intéressant pour l'emploi, pour la démocratie locale et pour (re)dynamiser nos territoires ruraux. Oui, je suis favorable à la relocalisation de la production énergétique et à sa gestion municipale, en régie, en autonomie locale !

LADLT : D'ailleurs, quels sont vos espoirs et vos inquiétudes pour l'avenir ?

Mes espoirs, c'est que ça s'arrête, j'y crois aujourd'hui. Les ONG s'emparent du sujet, les gens convergent vers Bure, équilibrant le rapport de force ! On est en train de vivre un retournement et si la communauté humaine s'y met toute ensemble, on peut faire triompher la morale et la raison !

Claude Kaiser.

Dominique Pagès ne **supporte plus** son **voisin,** **l'incinérateur** **d'Ivry-Paris 13.**

Contact : 06 81 75 89 97



LADLT : Pouvez-vous vous présenter ?

Dominique Pagès, habitante d'Ivry depuis 10 ans. Je vis à 200 mètres de l'incinérateur actuel d'Ivry-Paris XIII. Cette proximité m'a incité à m'engager dans la recherche de solutions moins polluantes et donc à m'orienter vers les associations Passerelles et Collectif 3R.

LADLT : Quand et comment le projet est-il né ? Quelle est sa situation actuelle ?

Le projet de reconstruction de l'usine d'incinération d'Ivry-Paris XIII date de 2004. Les élus du SYCTOM (le syndicat intercommunal de traitement des déchets de l'agglomération parisienne) ont alors décidé d'associer à l'incinérateur une unité de tri mécano-biologique (TMC). Le marché a été confié à un groupement mené par Suez-Environnement pour 2 milliards d'€. En 2009, les différentes associations locales se sont réunies en créant le Collectif 3R (Réduire, Réutiliser, Recycler). Grâce à l'édition d'un bulletin et l'organisation de réunions publiques nous informons les citoyens sur ce projet tout en proposant des alternatives.

LADLT : Comment le projet vous affecte-t-il ?

Habitant à 200 mètres de l'incinérateur, je suis aux premières loges pour subir les pollutions émises. Mais je suis loin d'être la seule : à moins de 300m des cheminées, une école maternelle et primaire a récemment été construite et notre Dame de Paris n'est qu'à 3 km de l'usine.

LADLT : Pourquoi ce projet vous apparaît-il comme une « fausse bonne idée » ?

Ce projet ne va pas dans le sens de la législation actuelle : le Grenelle de l'environnement en 2009, et récemment la Loi de Transition Énergétique ont permis des avancées sur la question des déchets. Aujourd'hui, le TMB (tri mécano-biologique) nous est présenté comme LA solution écologique... Je m'interroge : le compostage et l'accompagnement des citoyens ne devrait-il pas être préféré à la construction d'une usine polluante ?

LADLT : Ce projet est-il cohérent avec la nécessité de lutter contre les changements climatiques et engager une véritable transition écologique ?

Le SYCTOM incinère 80% des déchets qu'il reçoit et n'en recycle que 11%, un des taux les plus faibles de France. Nous sommes en train de faire partir en fumée des ressources dont l'humanité a déjà besoin ! Bruler les déchets, c'est s'interdire de leur redonner une seconde vie ! Sans compter que l'incinération est responsable d'émissions de gaz à effet de serre donc dope le réchauffement climatique.

LADLT : Avez-vous connaissance d'alternatives à ce projet ? Pour garantir un avenir respectueux de l'homme et de l'environnement, quel serait votre souhait ?

Les associations Zéro Waste France et le Collectif 3R ont élaboré un plan alternatif, le Plan B'OM, que tous les citoyens

peuvent signer sur le site www.planbom.org. Il propose notamment la mise en place du tri sélectif des biodéchets à la source et la création d'une redevance incitative qui permettrait une diminution de 80% des ordures ménagères. Cela rendrait inutiles des projets tels que celui de l'incinérateur d'Ivry. Grâce à la mobilisation citoyenne, le tonnage des ordures ménagères diminue chaque année depuis le début des années 2000. Le projet d'Ivry-Paris13 est donc surdimensionné et pour justifier son investissement, il deviendra un frein à la politique de réduction et de recyclage.

LADLT : D'ailleurs, quels sont vos espoirs et vos inquiétudes pour l'avenir ? Avez-vous connaissance d'autres projets similaires dans le pays/la région/le monde ?

J'ai le ferme espoir qu'une prise de conscience ait lieu chez les citoyens et qu'ils se mobilisent pour faire cesser ce type de projet inutile et polluant. Récemment à Romainville (93), la mobilisation citoyenne, portée par l'association Arivem, a réussi à faire stopper un projet de TMB. Ensemble, nous devons insister auprès des élus pour que le Plan B'OM soit examiné sérieusement par les experts du SYCTOM !

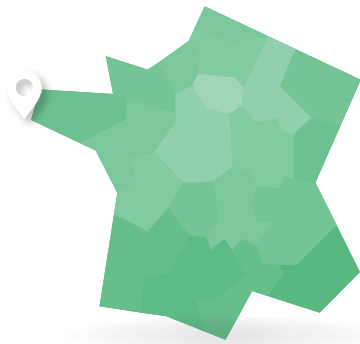
Dominique Pagès.



Les Habitants de l'île de Sein.

Contact :

Véronique Castric
02 98 70 90 87 (elle tient la crêperie
donc appeler plutôt vers 15h00).
A subi la tempête de début 2014.
Patrick SAULTIER - directeur général
d'Île de Sein Energie.



LADLT : Pouvez-vous vous présenter ?

Dominique Pagès, habitante d'Ivry depuis 10 ans. Je vis à 200 mètres de l'incinérateur actuel d'Ivry-Paris XIII. Cette proximité m'a incité à m'engager dans la recherche de solutions moins polluantes et donc à m'orienter vers les associations Passerelles et Collectif 3R.

LADLT : Quand et comment le projet est-il né ? Quelle est sa situation actuelle ?

Le projet de reconstruction de l'usine d'incinération d'Ivry-Paris XIII date de 2004. Les élus du SYCTOM (le syndicat intercommunal de traitement des déchets de l'agglomération parisienne) ont alors décidé d'associer à l'incinérateur une unité de tri mécano-biologique (TMC). Le marché a été confié à un groupement mené par Suez-Environnement pour 2 milliards d'Euros.

En 2009, les différentes associations locales se sont réunies en créant le Collectif 3R (Réduire, Réutiliser, Recycler). Grâce à l'édition d'un bulletin et l'organisation de réunions publiques nous informons les citoyens sur ce projet tout en proposant des alternatives.

LADLT : Comment le projet vous affecte-t-il ?

Habitant à 200 mètres de l'incinérateur, je suis aux premières loges pour subir les pollutions émises. Mais je suis loin d'être la seule : A moins de 300m des cheminées, une école maternelle et primaire a récemment été construite et notre Dame de Paris n'est qu'à 3 km de l'usine.

LADLT : Pourquoi ce projet vous apparaît-il comme une « fausse bonne idée » ?

Ce projet ne va pas dans le sens de la législation actuelle : le Grenelle de l'environnement en 2009, et récemment la Loi de Transition Énergétique ont permis des avancées sur la question des déchets. Aujourd'hui, le TMB (tri mécano-biologique) nous est présenté comme LA solution écologique... Je m'interroge : le compostage et l'accompagnement des citoyens ne devrait-il pas être préféré à la construction d'une usine polluante ?

LADLT : Ce projet est-il compatible avec la volonté de lutter contre les changements climatiques et d'engager une véritable transition écologique ?

Le SYCTOM traite 600 000 tonnes de déchets par an. On recycle que 11%, un des taux les plus faibles de France.

Nous sommes en train de faire partir en fumée des ressources dont l'humanité a déjà besoin ! Bruler les déchets, c'est s'interdire de leur redonner une seconde vie ! Sans compter que l'incinération est responsable d'émissions de gaz à effet de serre donc dope le réchauffement climatique.

LADLT : Avez-vous connaissance d'alternatives à ce projet ?

Pour garantir un avenir respectueux de l'homme et de l'environnement, vous quel serait votre souhait ?

Les associations Zéro Waste France, et le Collectif 3R ont élaboré un plan

alternatif, le Plan B'OM, que tous les citoyens peuvent signer sur le site www.planbom.org. Il propose notamment la mise en place du tri sélectif des biodéchets à la source et la création d'une redevance incitative qui permettrait une diminution de 80% des ordures ménagères. Cela rendrait inutiles des projets tels que celui de l'incinérateur d'Ivry. Grâce à la mobilisation citoyenne, le tonnage des ordures ménagères diminue chaque année depuis le début des années 2000. Le projet d'Ivry-Paris13 est donc surdimensionné et pour justifier son investissement, il deviendra un frein à la politique de réduction et de recyclage.

LADLT : D'ailleurs, quels sont vos espoirs et vos inquiétudes pour l'avenir ? Avez-vous connaissance d'autres projets similaires dans le pays/la région/le monde ?

J'ai le ferme espoir qu'une prise de conscience ait lieu chez les citoyens et qu'ils se mobilisent pour faire cesser ce type de projet inutile et polluant. Récemment à Romainville (93), la mobilisation citoyenne, portée par l'association Arivem, a réussi à faire stopper un projet de TMB. Ensemble, nous devons insister auprès des élus pour que le Plan B'OM soit examiné sérieusement par les experts du SYCTOM !

Véronique Castric.

DOSSIER

Banques et climat,
notre argent est-il vert ?



LES AMIS DE LA TERRE CONTRE LES BANQUES FRANÇAISES

Lancée en 2005, la campagne des Amis de la Terre sur « les banques françaises » entend peser sur la finance pour bloquer des projets localement contestés pour leurs risques environnementaux et sociaux. Bilan d'étape d'une campagne vieille de 10 ans.



A l'époque, les Amis de la Terre traquaient les financements publics (Banque mondiale, COFACE...). Mais l'implication croissante de banques privées dans les projets que nous contestions aux quatre coins du monde nous a poussés, à l'instar de nos partenaires, à nous tourner vers ces nouvelles cibles. Ensemble, nous avons formé le réseau international BankTrack. Notre mission : révéler les agissements des banques privées afin qu'elles mettent un terme à leurs financements à des secteurs controversés - mines, énergies fossiles, nucléaire, etc.

Par un intense travail de mobilisation et de plaidoyer, nous avons notamment contribué à l'abandon de la centrale nucléaire de Belene en Bulgarie par BNP Paribas en 2010, et de celle de Kaliningrad en Russie par la Société Générale en 2014. Côté fossile, nous avons obtenu le retrait de la Société Générale de la mine de charbon d'Alpha Coal en Australie en 2014, l'engagement des banques françaises à ne financer aucun projet du bassin de Galilée également en Australie en mars 2015, et enfin le renoncement du Crédit Agricole concernant la centrale à charbon de Plomin C en Croatie en septembre dernier.

Ces victoires, pour certaines historiques comme celle d'Alpha Coal obtenue après un an de campagne intensive avec Bizi ! et Attac, inscrivent pleinement les Amis de la Terre France dans le soutien aux luttes de nos partenaires à travers le monde.

La stratégie utilisée dans ces campagnes est toujours la même : déconstruire la réputation des banques françaises dans les médias et auprès du grand public. Les plus grandes réussites dans ce domaine ont été la publication du classement carbone des groupes bancaires français dans le Monde en 2010, où le Crédit Agricole apparaissait en numéro un ; et la diffusion en 2012 d'un numéro de Cash investigation sur le greenwashing incluant 30 minutes sur le Crédit Agricole, grand vainqueur des Prix Pinocchio 2010. Depuis, le Crédit Agricole est la seule banque à avoir publié une estimation de ses émissions financées et il faudra attendre l'entrée en vigueur de la loi sur la transition énergétique pour imposer la même chose aux autres banques.

La mise en place de politiques climatiques et énergétiques globales et exigeantes était notre objectif initial. Pari en partie tenu puisque Crédit Agricole, BNP Paribas et la Société Générale ont désormais toutes les trois adopté des politiques couvrant les principaux secteurs à risque. Mais celles-ci sont encore loin de répondre à la demande des Amis de la Terre, à savoir l'arrêt pur et simple de leurs soutiens aux énergies sales. Mais quand on sait qu'il y a 10 ans encore, les banques ne parlaient que des émissions issues de leurs bureaux et agences... nous savons que nous avons gagné la principale bataille : la reconnaissance publique de la responsabilité des banques dans les conséquences des activités qu'elles soutiennent.

Forts de nos victoires, nous sommes désormais en mesure d'exiger que les banques signent l'Appel de Paris et s'engagent avant la COP21 à arrêter de financer toute l'industrie du charbon.

Les premières étapes ont déjà été franchies avec des engagements du Crédit Agricole et de Natixis à réduire leurs financements à l'extraction de charbon et à la production d'électricité à partir de charbon. Et si la route est encore longue avant que les flux financiers contribuent au développement de sociétés soutenables, ces avancées prouvent la pertinence de poursuivre la mobilisation !

Lucie Pinson et Yan Louvel

POUR ALLER PLUS LOIN :

« Charbon l'argent sale des banques françaises »

rapport des Amis de la Terre et BankTrack, 2014
<http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/argentsalebanquesfr.pdf>

« BNP : quit coal »

briefing des Amis de la Terre et BankTrack, 2015
http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/150512_bnp_briefing_french_final.pdf

Climat : comment choisir ma banque ?

<http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/20150603-guidebanque2014.pdf>

Vidéo : Afrique du Sud, la France au charbon

<https://www.youtube.com/watch?v=1LAq2EhZOEc>



Agence ouverte au conseil
du lundi au vendredi
de 9h à 17h15
le samedi
de 9h à 16h
Espace Accueil et Services
7j/7 de 6h à 22h

Centre de Relations Clients
0 820 820 001
www.bnpparibas.net

En cas de perte ou de vol de votre carte
faites opposition en appelant
pour les cartes BNP Paribas
le 0 820 820 002*
pour les Cartes Assurance
le 0 810 636 263
pour les autres cartes bancaires
le 0 892 705 705


**Agence contrôlée par
vidéosurveillance**

Plus d'informations concernant
le droit d'accès aux données personnelles,
l'exercice de vos droits et l'agence
de traitement des données personnelles.



BNP Paribas

CHARBON

PAS EN NOTRE NOM, PAS AVEC NOTRE ARGENT : LE DÉSINVESTISSEMENT DES COMBUSTIBLES

Le désinvestissement repose sur une idée simple : pour maintenir le réchauffement global sous la barre des 2°C, nous disposons d'un budget carbone limité. Nous ne pouvons pas émettre plus de 565 gigatonnes de CO2 par la combustion de charbon, de gaz et pétrole d'ici à 2050. Problème : l'ensemble des gisements identifiés représentent 11 000 gigatonnes d'émissions ! C'est donc plus de 80 % de ces gisements que nous devons renoncer à exploiter si nous voulons tenir l'objectif des 2°C de réchauffement au niveau mondial.



Mais c'est tout le contraire qui se passe : l'industrie fossile repousse chaque jour un peu plus loin les frontières de l'extractivisme. Car pour les multinationales du secteur fossile, ces réserves ne représentent pas une bombe climatique, mais un tas d'or potentiel, jusqu'à 27000 milliards de dollars de profit pour l'ensemble des gisements recensés.

Au quotidien, les entreprises de l'industrie du charbon, du gaz et du pétrole ne manquent pas de soutien. Financées par les banques, subventionnées par les États (jusqu'à 10 millions d'euros chaque minute d'après le FMI si on intègre les subventions indirectes et les coûts cachés - pollution atmosphérique, conséquences du réchauffement, etc.), leurs activités destructrices du climat se développent

également grâce aux investissements massifs d'acteurs privés mais aussi publics : collectivités locales, caisses de retraites, etc.

La campagne pour le désinvestissement, que porte 350, est la traduction concrète du refus que la destruction du climat soit soutenue par notre argent. Elle demande donc à des institutions publiques ou à des organisations ayant une mission d'intérêt général ou public de renoncer à leurs investissements dans les combustibles fossiles - pour les réinvestir dans les renouvelables.

À ce jour, plus de 400 institutions - dont l'université de Stanford, les villes de Seattle et San Francisco, et le Fonds souverain de Norvège - se sont déjà engagées dans cette voie. En France, le mouvement

gagne aussi du terrain : la demande de 350 au désinvestissement de la Caisse des dépôts et consignation, qui héberge de nombreuses caisses de retraites de la fonction publique, a récemment reçu le soutien du conseil général de Gironde, des conseils régionaux d'Ile de France, de Rhône Alpes et de Poitou-Charente, ainsi que de la ville de Paris !

Nicolas Haeringer, 350.

POUR EN SAVOIR PLUS :

<http://zerofossile.org>

Retrouvez l'ouvrage **Zéro fossile : se désinvestir du charbon, du gaz et du pétrole pour sauver le climat**, en librairies dès novembre (éditions les Petits Matins)

MA BANQUE POLLUE ? JE CHANGE DE BANQUE !

Aujourd'hui, devant la lenteur des banques à prendre acte de l'urgence climatique, les citoyens peuvent faire bouger les lignes.

Car si seule une minorité de la population investit directement dans des projets ou dans des entreprises, tout le monde détient un compte courant et de l'épargne. Or les banques à qui nous confions notre argent n'en font pas toutes un usage des plus vert...loin de là. Il est temps de remettre l'épargne au service de plus nobles causes. « Ma banque pollue ? Je change de banque ! »

BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale et leurs consoeurs... financent sans notre accord, des activités destructrices du climat, de l'environnement et qui violent les droits des populations.

Energies fossiles, nucléaire, agro-carburants, tout y passe ! Et avec 30 milliards d'euros de financements au secteur du charbon entre 2005 et avril 2014, les banques françaises comptent parmi les plus grands pollueurs de la planète. Et en particulier BNP Paribas qui, bien que sponsor de la COP21, est responsable à elle-seule de plus de la moitié de ces soutiens climaticides. En raison de l'urgence climatique et du greenwashing outreucidant des banques

françaises, les Amis de la Terre appellent donc tous les clients des grands établissements bancaires à changer de banque pour épargner le climat.

Car les alternatives existent ! En confiant votre argent à la Nef et en souscrivant des parts auprès d'Energie Partagée, votre argent financera des projets locaux d'énergies renouvelables par et pour les citoyens !

Lucie Pinson

Jechangedebanque.eu/
financeresponsable.org

SOLIDARITÉ AVEC LES ROBINS DES BANQUES !

C'est à la fois à titre de président du mouvement Sol, qui rassemble des monnaies locales et solidaires qui oeuvrent pour une réappropriation citoyenne de la monnaie, et à titre personnel que je suis engagé en solidarité avec ceux qu'on appelle les « faucheurs de chaises » ou les « Robins des banques ». Avec Edgar Morin, Susan George, Claude Alphandery, etc. nous avons lancé un appel à réquisitionner 196 chaises dans les agences des banques les plus implantées dans les paradis fiscaux afin de mettre en cause l'injustice de l'évasion fiscale et montrer, dans le contexte de la COP21, que remettre la finance au service des hommes et de la nature dégagerait plus d'argent qu'il n'en faut pour une transition sociale et écologique au niveau international.

Il n'est pas acceptable que l'on impose aux peuples des programmes de réduction de dépenses sociales et sanitaires qui provoquent des régressions sociales et des souffrances humaines considérables quand se creusent les inégalités au point que 67 personnes possèdent l'équivalent du revenu de 3,5 milliards d'êtres humains. Il n'est pas acceptable que l'on n'arrive pas à trouver les 100 milliards de dollars prévus pour le Fond climat d'aide aux pays les moins riches quand transitent dans les



paradis fiscaux des sommes vertigineuses supérieures à 20000 milliards de dollars. Il n'est pas acceptable que le président de la banque centrale européenne, lui-même ancien dirigeant de la banque Goldman Sachs, explique que le sauvetage de l'euro passe par la renonciation au modèle social européen quand un ancien commissaire européen, Michel Barnier, reconnaît que l'évasion fiscale annuelle en Europe est évaluée à près de mille milliards d'euros ! La liste pourrait être allongée indéfiniment de ces comparaisons insoutenables. Les paradis fiscaux continuent d'être une sorte de trou noir fiscal du système financier mondial et leur mise en cause, à travers des actions citoyennes menées au grand jour,

à visage découvert, dans l'esprit de l'action non-violente et de la désobéissance civile, est de salubrité publique.

Lors du sommet citoyen mondial qui se tiendra pendant la Cop 21 les 196 chaises réquisitionnées serviront de support à une grande action symbolique afin de montrer notre détermination à faire changer cette situation d'injustice et inciter les citoyen·nes du monde à entrer dans l'action. Car, comme le dit l'association basque Bizi ! à l'origine de ce mouvement, « l'argent de la transition écologique et sociale existe. Il est dans les paradis fiscaux ».

*Patrick Viveret,
président du mouvement Sol.*

A MUNDRA, LA JUSTICE SE FAIT TOUJOURS ATTENDRE



A l'extrême ouest de l'Inde, sur l'étroite côte fertile de Mundra entourée par le désert de sel du Rann de Kutchh, plus d'un millier de familles de marins pêcheurs, et des milliers d'éleveurs, agriculteurs journaliers et de sauniers vivaient une assez bonne vie. Puis vinrent les gigantesques centrales à charbon de l'entreprise Adan, Mundra et Tata-Mundra, et leurs impacts dévastateurs. La centrale de Tata Mundra rejette chaque

année des milliers de litres d'eau usée dans le golfe, et de très fortes quantités de poussière et de cendres de charbon. Ces pollutions contaminent massivement les eaux et les sols environnants, ainsi que les ressources dont dépendent les populations pour vivre. Les maladies sont prégnantes chez les hommes et le bétail, et les prises de poisson se font rares.

Les plus grands noms de la finance ont apportés leur soutien à ce carnage : la Société financière internationale (SFI) de la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement (BAD), l'agence de crédit aux exportations coréenne, et plusieurs banques privées dont ...BNP Paribas.

Les pêcheurs touchés ont déposé une plainte auprès des mécanismes de mise en conformité de la SFI et de la BAD qui ont toutes deux reconnues les violations

des droits. BNP Paribas, quant à elle rejette sa responsabilité sur la Banque mondiale et dit être en discussion avec l'entreprise pour que celle-ci cesse ces infractions. Mais la banque refuse de publier l'état de ses échanges. Les populations, elles attendent toujours que justice soit faite.

*Soumya Dutta,
Bharat Jan Vignyan Jatha,
India Climate Justice platform.*

A VOIR :

**Complément d'enquête - Charbon :
les noirs investissements**
http://www.francetvinfo.fr/replay-magazine/france-2/complement-d-enquete/video-charbon-les-noirs-investissements_1078973.html

EN DIRECT NOS CAMPAGNES



La transition est en marche sur nos territoires !

Face à la crise systémique, des centaines de milliers de citoyens oeuvrent chaque jour à une profonde transition sociale, écologique et économique de la société. Un mouvement est en marche qui partout, réinvente nos façons de produire, d'échanger, d'habiter, de nous nourrir, de nous déplacer ou encore d'éduquer nos enfants. La multiplication des initiatives de transition dans les territoires souligne toute l'importance de l'échelle locale pour expérimenter, crédibiliser et structurer des pratiques aujourd'hui alternatives qui deviendront les normes de demain.



Le 26 septembre eut lieu la 2ème édition de la journée de la transition organisé par le collectif pour une Transition Citoyenne. De Carcassonne à Brest en passant par Saint Cyr ou la Nouvelle Calédonie, ce sont plus de 130 événements regroupants 30 000 participants qui ont eu lieu.

« En Maine-et-Loire, pour toucher un maximum de personnes notamment en milieu rural, la Journée de la Transition s'est décentrée d'Angers pour construire 4 villages tout au long de la Loire. Pari réussi : 3000 personnes ont fait le déplacement pour voir la 100aine d'initiatives locales présentées et participer aux nombreuses animations. Ce fut l'occasion également

d'offrir aux pouvoirs publics une meilleure visibilité de cette dynamique citoyenne ». Sylvain Angerand des Amis de la Terre, membre du collectif de la transition Citoyenne.

Ces Journées de la Transition ont également été l'occasion pour les citoyens de faire signer à leurs élus le « Pacte pour la Transition ». Plusieurs villes s'en sont déjà emparées, citons l'île Saint denis, Grenoble, Mulhouse ou encore Lorient...

Le maire de Dolus d'Oléron (17) s'est engagé à mettre des installations photovoltaïques sur ses bâtiments communaux financées en partie par les citoyens ; à proposer du foncier pour un projet d'habitat écologique

participatif ; à adhérer à une monnaie locale et pour toute l'île de faire en sorte d'intégrer des critères environnementaux et sociaux dans les marchés publics.

Preuve en est que cela bouge sur les territoires, que la transition est déjà présente et continue de s'amplifier. C'est grâce à l'énergie citoyenne que nous pouvons voir fleurir les solutions concrètes pour un monde plus humain, socialement responsable et respectueux de l'environnement.

Céline Provost et Pierre Sagot.

Votre maire a-t-il déjà mis en place des engagements simples et concrets en faveur de la transition ? Lisez et cochez !

En tant qu'espaces de dialogue entre citoyens et politiques, accessibles et proches, les municipalités (ou leurs regroupements) disposent de nombreux outils et compétences pour soutenir les dynamiques locales de transition. Interpellez votre élu ou rapprochez-vous d'un collectif ou d'une association locale pour vous représenter et devenez acteur du changement !

VOTRE MUNICIPALITÉ PEUT S'ENGAGER À :

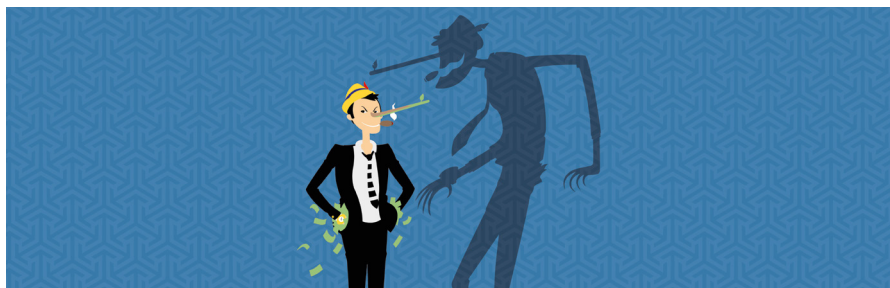


- organiser ou participer à un forum citoyen sur le thème « quels premiers pas choisissons-nous pour engager la transition de notre territoire ? »
- mettre en oeuvre, d'ici un an au plus tard, au moins 5 des mesures suivantes.
- à créer ou participez à un comité de suivi des engagements, impliquant élus et citoyens, pour engager un processus de construction collective de politiques locales de transition.

- 1 Favoriser les modes de déplacement actifs (marche, vélo) en développant les espaces piétonniers et en créant au moins une zone de rencontre (vitesse limitée à 20km/h).
- 2 Alimenter au moins un bâtiment public ou l'éclairage public par un fournisseur d'électricité 100 % renouvelable et coopératif.
- 3 Mettre à disposition au moins une toiture d'un bâtiment public (gymnase, salle polyvalente, mairie, etc), bien orientée, pour mettre en oeuvre une installation solaire photovoltaïque financée et maîtrisée localement par les habitants.
- 4 Introduire au moins un repas végétarien par semaine, et progressivement et de façon régulière des produits locaux issus de l'agriculture biologique et/ou du commerce équitable, dans les menus de restauration collective.
- 5 Réaliser un état des lieux des terres disponibles ou à acquérir en vue d'y développer un projet d'agriculture biologique et citoyenne.
- 6 Proposer des solutions de tri à la source des biodéchets pour les ménages et les restaurants (collecte séparée, lombricomposteurs, composteurs etc.) et un traitement en circuit court.
- 7 Prendre un arrêté municipal interdisant la distribution de sacs de caisse (compostables ou non) pour l'ensemble des commerces sur le territoire.
- 8 Mettre à disposition un local ou un espace pour une association, une coopérative ou une entreprise d'insertion qui souhaite développer une activité de réparation, de réutilisation ou de deuxième vie des biens matériels.
- 9 Mettre à disposition une parcelle ou un bâtiment à rénover pour un projet d'habitat collectif et écologique porté par des citoyens.
- 10 Utiliser une source de financement éthique et transparente issue de l'épargne citoyenne pour financer au moins un projet d'investissement de la commune (ou du regroupement de communes).
- 11 Adhérer à une monnaie locale portée par les citoyens ou organiser une présentation publique pour en comprendre les bénéfices.
- 12 Adopter une délibération pour placer symboliquement la commune (ou le regroupement de communes) en « zone hors TAFTA ».
- 13 Distribuer le livret sur la transition à l'ensemble des agents et élus et organiser au moins une journée de formation sur la transition.
- 14 Organiser au moins deux ateliers de sensibilisation à la consommation responsable et aux économies d'énergie dans le cadre des temps d'activité périscolaires.
- 15 Soutenir l'émergence et la structuration d'acteurs locaux de l'économie sociale et solidaire en intégrant des critères environnementaux et sociaux dans au moins un marché public.

PRIX PINOCCHIO 2015 DU CLIMAT

CLIMAT, ET SI BNP RATTRAPAIT LE TRAIN ?



Lobbying, greenwashing, impacts sur les populations locales... Pour neuf entreprises, tous les coups sont permis pour obtenir un maximum de profits ! Cinq associations et de nombreux partenaires ont décidé de les mettre face à leurs responsabilités. Soyons à présent des milliers à dénoncer leurs terribles agissements. Pour la 8ème édition spéciale climat, choisissons les plus gros menteurs et remettons-leur les Prix Pinocchio 2015 !

Reprenez le pouvoir face aux pratiques des multinationales et dénoncez-les de manière publique ! Nous vous offrons un panel d'actions pour montrer votre indignation : le vote bien sûr, mais aussi le partage sur les réseaux sociaux de vidéos, d'images, l'envoi de mails ou de tweets pour interpeller directement les dirigeants de ces entreprises.

Dans la catégorie « Lobbying », votez pour...

Total ou Chevron par exemple, géants pétroliers qui promeuvent le gaz comme une « énergie propre » et multiplient les projets de pétrole et gaz de schiste ; ou choisissez Sofiprotéol-Avril qui s'est construit un empire agroalimentaire sur les subventions pour les agrocarburants et qui fait du lobby pour protéger ses propres intérêts.

Dans la catégorie Greenwashing, votez pour...

EDF, Engie ou Yara : entre éco-blanchissement de l'énergie nucléaire, investissement dans des centrales à charbon, ou production d'engrais synthétiques, décidez parmi ces entreprises celle qui vous paraît mener la campagne de communication la plus abusive et trompeuse pour promouvoir de fausses solutions au changement climatique !

Dans la catégorie Impacts locaux, votez pour...

Anglo-american qui exploite la plus grande mine de charbon à ciel ouvert du monde, en Colombie, BNP Paribas qui finance des projets pharaoniques de centrales à charbon ou Shell qui continue de nier le désastre écologique qu'a créé son exploitation de pétrole au Nigeria, où l'on fête le malheureux 20ème anniversaire de la mort du militant écologiste Ken Saro-Wiwa. Toutes ont en commun de détruire les moyens de subsistance des communautés locales.

“ **Le vote en ligne** est ouvert du **3 novembre** au **2 décembre 2015**. **Les Prix seront décernés** lors d'une **cérémonie publique** le **jeudi 3 décembre 2015** à la **Flèche d'Or, à Paris**. **On compte sur vous !** ”

Irène Estevens et Pierre Sagot.

BNP Paribas, sponsor de la COP21 n'a toujours pas pris le moindre engagement pour arrêter ses financements au charbon.

A un mois de la conférence climat, nous avons donc décidé de lui rappeler publiquement l'urgence à sortir des fossiles. Notre mode opératoire : jouer sur la réputation de la banque !

Avec 15,6 milliards d'euros de soutiens au charbon entre 2005 et avril 2014, BNP Paribas est une des banques les plus climaticides au monde, la 1ère en France et la 9ème au niveau international pour être exact. Mais n'est-elle pas aussi un des sponsors de la COP21 ? N'a-t-elle pas fait de la lutte contre les changements climatiques son unique axe de responsabilité environnementale ? Sa fondation ne finance-t-elle pas la recherche sur le changement climatique et n'est-elle pas mécène de l'exposition Climat : l'expo à 360° actuellement présentée à Paris ? Si, et nous voilà donc devant un délit flagrant de greenwashing ! Pas étonnant donc de voir la banque nommée aux Prix Pinocchio pour lesquels elle est plus particulièrement épinglée pour les impacts sociaux et environnementaux de la centrale de Tata Mundra qu'elle a financé en Inde.

Les Amis de la Terre et leurs partenaires comme BankTrack et Oxfam France ne manqueront pas d'exposer au grand jour ce qui se cache derrière la façade verte de BNP Paribas et notamment le fait que les

ENGIE « DIS-NOUS OUI » (ET ARRÊTE LE CHARBON!)



soutiens au charbon de BNP Paribas sont en hausse alors que ceux aux énergies renouvelables, déjà inférieurs, tendent à stagner. Mais nous allierons la mobilisation à la dénonciation afin de faire aboutir notre demande : que la banque s'engage avant la COP21 à mettre un terme à tous ses soutiens au secteur du charbon d'ici 2020.

Car la mobilisation paie : suite à la mobilisation des Amis de la Terre et des Jeunes Amis de la Terre contre le soutien du Crédit Agricole à un projet de centrale à charbon en Croatie, Plomin C, la banque a adopté des critères qui réduisent ses financements aux centrales à charbon. Et en octobre, Natixis annonçait des mesures allant encore plus loin, à savoir la fin de ses soutiens à des projets de mines et centrales à charbon, ainsi qu'aux sociétés dont l'activité repose à plus de 50% sur l'industrie du charbon.

BNP Paribas, dont le silence assourdissant contraste vivement avec de telles annonces, acceptera-t-elle sans réagir que d'autres banques françaises lui volent la vedette ? Mobilisons-nous pour qu'elle rattrape le train !

Lucie Pinson

Le 14 octobre 2015, Ségolène Royal annonçait qu'ENGIE allait programmer la fin des investissements dans le charbon. Une annonce confirmée dans la journée par Gérard Mestrallet, PDG de l'entreprise. ENGIE renoncera donc à tout nouveau projet charbon et mettra fin à certain, notamment la centrale Ada Yumurtalik en Turquie.

Cette avancée est avant tout une victoire de la mobilisation populaire. En Turquie, les communautés risquant d'être affectées par ce projet se sont mobilisées pour faire valoir leurs droits. Lettres envoyées à l'entreprise, manifestations sur l'ambassade de France, actions de rue ont rythmé des mois de lutte, soutenus activement en France, notamment par des actions directes non-violentes et un actif travail de plaidoyer. Les Jeunes Amis de la Terre ont notamment organisé un concert improvisé devant le siège d'Engie. Sur l'air d'Andy des Rita Mitsuko, le désormais célèbre « Dis moi oui Engie ! » était dédié à nos camarades Turques.

Mais cette victoire n'est qu'une étape. Le fait qu'une entreprise française déclare ne plus investir dans le charbon est un signal très positif envoyé au niveau international. Cependant, Engie dispose toujours de 30 centrales à charbon dans le monde qui émettent près de 81 millions de tonnes de CO2 par an. L'entreprise doit s'engager d'ici la COP21 dans un plan de sortie rapide du charbon, en prenant en compte la

reconversion des travailleurs du secteur. Les centrales doivent être réellement fermées, et non revendues à d'autres investisseurs. Parmi celles-ci, il s'agit de mettre définitivement fin à la centrale de Vado Ligure, en Italie, pour laquelle un procès pourrait s'ouvrir mettant en cause la responsabilité de plusieurs dirigeants de l'entreprise dans la mort de plus de 400 personnes à cause de la pollution, ou encore celle d'Hazelwood en Australie, 3e centrale la plus polluante au monde.

Engie doit donc aller plus loin en fermant son parc de production d'énergie à base de charbon, sans se réorienter vers d'autres énergies tout aussi nocives comme les énergies fossiles, le nucléaire, ou les grands barrages. Cependant, l'avancée d'aujourd'hui prouve une fois de plus que les peuples ont la capacité d'agir contre les multinationales. La lutte ne s'arrête pas là, et les militants des Amis de la Terre sont plus que jamais déterminés à lutter pour la justice climatique et sociale.

Malika Peyraut

MARCHONS SUR NOS DEUX PIEDS

Epargnons le climat et investissons pour la transition énergétique !

A l'approche de la COP21, la mobilisation en faveur d'un arrêt total des soutiens financiers (subventions, investissements) aux énergies sales prend de l'ampleur en France et dans le monde. Les citoyens sont de plus en plus nombreux à refuser que leur argent finance les énergies fossiles et autres secteurs polluants qui dopent le changement climatique. Mais une fois son argent retiré des établissements financiers néfastes, que pouvons-nous en faire pour inverser la tendance ?



La naissance du mouvement Energie Partagée remonte à l'époque où les énergies renouvelables pouvaient faire sourire en France. Mais l'idée des pionniers des énergies renouvelables était forte : créer un outil d'investissement permettant de collecter l'épargne citoyenne et de l'orienter vers des projets d'énergie 100% renouvelables, maîtrisés localement par les acteurs de territoire et suivant une logique coopérative.

De cette manière, les citoyens devenaient directement acteurs du développement d'une production d'énergie renouvelable locale tout en donnant du sens à leur argent. Aujourd'hui, Energie Partagée a rassemblé l'épargne de plus de 4 500 souscripteurs pour permettre la réalisation de vingt installations renouvelables : toitures solaires, mini-centrales hydroélectriques, parc éoliens, chaufferies bois...

Maîtrisés par les habitants, ces projets créent des emplois non délocalisables et les revenus générés par la production d'énergie.

« Epargnons le Climat ! »

La conférence climat de Paris (COP21) est une occasion historique de souligner la capacité de chacun à reprendre le contrôle sur son argent en le mettant directement au service de projets citoyens d'énergie renouvelables.

En partenariat avec la Nef et une vingtaine d'organisations de transition écologique et sociale (La Amis de la Terre, Greenpeace, Oxfam, la Fondation Nicolas Hulot, le Réseau Action Climat, 350.org, ATTAC, etc ...), Energie Partagée lance une grande collecte d'épargne citoyenne : Epargnons le Climat.

L'objectif ? Mobiliser l'épargne nécessaire au financement des centaines de projets locaux de transition énergétique qui se montent actuellement en France sur un modèle coopératif.

Actionnaire d'une autre énergie !

La finance est un domaine que les citoyens ne doivent pas laisser aux seuls spéculateurs. Ensemble, nous pouvons réhabiliter la noblesse de rendre possible des projets par le soutien financier collectif et devenir actionnaire d'une autre énergie.

Pour se réaliser, la transition énergétique n'a besoin que de 2% des 4 000 milliards d'euros déposés en banque en France. Sans attendre des décisions politiques aléatoires, nous pouvons dès maintenant nous saisir de cette force d'action à notre portée, démultiplier les projets d'énergies renouvelables et faire levier sur la transition énergétique. Que ce soit en souscrivant des parts à Energie Partagée, ou en ouvrant un compte à terme à la Nef, chacun peut mettre son épargne au service de la transition énergétique.

*Marc Mossalgué et
Julien Wegner Energie Partagée.*

Plus d'informations :
www.epargnonsleclimat.fr

INTERNATIONAL

Le 11 et 12 décembre 2015, mobilisons-nous ensemble pour montrer que NOUS avons le pouvoir !



Le dérèglement climatique n'est pas une fatalité mais la conséquence d'un système à bout de souffle. Pour limiter l'augmentation de la température du globe en dessous de 1,5°C, les 10 prochaines années sont cruciales. C'est un énorme défi mais surtout l'espoir de bifurquer vers un monde meilleur et plus humain. Aujourd'hui, des centaines de milliers de personnes paient déjà de leur vie l'inaction de nos gouvernements. Du 30 novembre au 11 décembre aura lieu, à Paris, le Sommet de l'ONU sur le Climat (COP21). C'est une étape pour montrer notre détermination et avoir le dernier mot !

Vous l'avez sans doute déjà vu dans nos flyers de campagne, nos communications : un grand week-end de mobilisation s'organise pour faire converger vers Paris toutes nos énergies humaines. Le 11 et 12 décembre, que nous soyons Nigériens, Croates ou Uruguayens ; de Lyon de Marseille ou du Limousin, soyez présents, aux côtés de toute la Fédération Internationale des Amis de la Terre pour montrer notre détermination et notre

mobilisation pour la justice climatique ! C'est sûr, après deux semaines de négociations climat au contenu et aux résultats sans doute bien décevants, c'est à nous, les peuples, d'avoir le dernier mot !

Mais concrètement, que va-t-il se passer / comment faire ?

Le 11 décembre : Venez participer à la « People Power Action » des Amis de la Terre !

« Reprenons le pouvoir », telle est l'ambition de la « People Power Action » imaginée par la Fédération des Amis de la Terre.

Visualisez une grande scène, sur la Place de la République à Paris à la tombée du jour. C'est ici, dans ce haut-lieu symbolique que nous vous donnons rendez-vous pour une action lumineuse à la scénographie magistrale.

Sur la place, à côté de la scène, un immense château de cartes sera construit, représentant le système actuel qui nous a mené droit vers la crise climatique et sociale. Les représentant-e-s des multiples luttes de terrain, venu-e-s de partout dans le monde, seront au coeur de cet événement. Ce sera une occasion unique de rencontrer, d'échanger, et de partager un moment électrisant avec celles et ceux qui luttent pour la justice, la reconnaissance de leurs droits, l'indépendance énergétique, la résistance aux grands projets inutiles et imposés, l'agriculture paysanne et la défense des terres. Tous ensemble, nous constituons les générations climat, celles qui peuvent tout changer et refusent de subir l'inaction !

Cette montée en puissance aura pour point d'orgue la chute du château de

cartes ! Tou-te-s ensemble, nous mettrons fin au système économique, énergétique et industriel, toujours plus injuste et inégalitaire. Nous contesterons par ce symbole le lobbying et le greenwashing des entreprises extractivistes, énergétiques et agro-industrielles qui continuent leurs activités polluantes aux conséquences dramatiques pour les populations et promeuvent de fausses solutions. Par des fresques lumineuses, nous appellerons à la justice climatique aux mains des citoyens. C'est nous qui devons décider de notre avenir et qui, déjà, construisons des sociétés soutenables.

Le 12 décembre,

La mobilisation se poursuivra le 12 décembre ! Nous rejoindrons l'ensemble des acteurs du mouvement climatique pour faire entendre nos voix et montrer que notre lutte pour des sociétés soutenables ne s'arrêtera pas en décembre mais continuera à essayer et prendre de l'ampleur. Des chaînes humaines représentant nos différents combats se réuniront sur une place centrale pour montrer notre convergence. Actions directes, activités symboliques et participatives rythmeront cette journée qui sera une étape clé dans la lutte pour la justice climatique. La COP21 n'est pas la fin de l'histoire. Elle n'est qu'une étape dans le renforcement de notre mouvement pour la justice climatique en 2016 et au-delà.

Rejoignez-nous pour assurer que ce soit nous, et non les politiciens, qui auront le dernier mot !

**Les vrais leaders, c'est nous !
Rejoignez la #EnergyRevolution.**

Malika Peyraut et Pierre Sagot.



**RENDEZ-VOUS SUR
WWW.AMISDELATERRE.ORG/ADHESION.HTML**

pour nous soutenir et vous abonner à La Baleine.

**CONTACTEZ PIERRE SAGOT
COMMUNICATION@AMISDELATERRE.ORG**

pour nous faire part de vos avis
et envies pour les prochaines Baleines

Retrouvez nos derniers communiqués de presse et téléchargez nos publications sur
www.amidelaterre.org/Nos-communiqués-de-presse.html

PUBLICATIONS

Juin 2015

Moins de déchets, un impératif, pour une économie circulaire, recycler ne suffit pas.

Rapport des Amis de la Terre Europe et des Amis de la Terre France.

Les bulletins de note de 5 mauvais élèves du climat.

Infographies des Amis de la Terre.

Le pacte de la transition.

Brochure des Amis de la Terre France, Alternatiba et du Collectif pour une transition citoyenne.

Mai 2015

Laissons les énergies fossiles dans le sol.

Brochure des Amis de la Terre France.

Climat, pollutions d'Etat : comment l'Etat utilise notre argent pour polluer ?

Brochure des Amis de la Terre France.

Charbon, le mauvais calcul des banques françaises.

Rapport des Amis de la Terre France et Oxfam France.

Émissions d'Etat : comment les centrales d'EDF et d'ENGIE réchauffent la planète ?

Rapport des Amis de la Terre France et Oxfam France.

Total, le véritable bilan annuel.

Rapport des Amis de la Terre France et de l'Observatoire des Multinationales.

Afrique du Sud, la France au charbon.


Film des Amis de la Terre France.

**NOUS SOMMES LES
GENERATIONS
CLIMAT**



**Mobilisé-e-s
pour tout changer !**

**11-12
décembre
à Paris**

 @amidelaterre

 **Les Amis
de la Terre
France**

 les Amis de la terre
France